

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

---

**COMPTE RENDU**

**de la réunion interministérielle  
tenue le jeudi 25 avril 2024 à 17h30 sous la présidence de  
M. JUBLIN, conseiller auprès du Premier ministre en charge de la communication et  
de la presse, et de Mme DENIZE, conseillère communication  
au cabinet du Premier ministre**

**OBJET : Plans de communication gouvernementale 2024**

Le **cabinet du Premier ministre** présente l'objectif poursuivi par le renforcement de la coordination du point de vue de la communication gouvernementale : la rendre plus simple, plus accessible et plus efficace, au travers de l'établissement de plans interministériels de communication

Le service d'information du Gouvernement (SIG) rappelle que cette démarche doit permettre le portage d'un récit commun par l'ensemble des acteurs de la sphère institutionnelle, une plus forte visibilité de l'action publique ainsi qu'une meilleure réattribution.

La construction de ces plans découle d'un processus itératif de plusieurs mois, conduit par le SIG, mobilisant les directions de la communication des ministères et les cabinets ministériels.

Les plan de communication sont structuré autour de quatre axes prioritaires (atteindre le plein emploi et réindustrialiser le pays, planifier et accélérer la transition écologique, bâtir de nouveaux progrès en refondant nos services publics et assurer partout l'ordre républicain et l'engagement citoyen), chacun d'entre eux étant qualifié par des narratifs, auxquels sont associés des messages clés. Pour chaque axe, des objets de communication interministérielle ont été identifiés. Certains de ces derniers sont prioritaires (rang 1), d'autres constituent un vivier et peuvent être portés au rang 1.

Ces plans ont ainsi pour objet de définir une matrice commune de communication, autour d'une liste resserrée d'objets choisis pour leur potentiel. Ils n'ont pas vocation à couvrir l'ensemble des sujets portés par chaque ministère.

**Diffusé le : 17 mai 2024**

En d'autres termes, chaque ministère reste libre de communiquer sur les sujets qui ne sont pas compris dans le plan. Ils doivent toutefois veiller à la cohérence des messages gouvernementaux, en s'appuyant sur les narratifs annexés pour bâtir leurs actions de communication.

Répondant sur ce point à une question du ministère du travail, de la santé et des solidarités, le cabinet du Premier ministre relève que ces plans n'ont pas vocation à déposséder le ministère de ses campagnes relatives à la prévention. L'objectif est toutefois de les inscrire dans un contexte plus large qui permette de mieux rendre compte de l'action globale du Gouvernement dans ce domaine.

Le service d'information du Gouvernement rappelle la méthode retenue pour définir les narratifs et messages clés des axes ainsi que les objets de communication interministérielle associés : une phase analytique à travers des tests qualitatifs et quantitatifs suivi d'une phase de convergence avec les ministères et leurs cabinets et enfin d'une phase de rationalisation conduite avec le **cabinet du Premier ministre**.

Au plan de la méthode, le service d'information du Gouvernement précise qu'un marché interministériel de création a été notifié ce qui permettra de soutenir le déploiement des plans de communication définis.

Par ailleurs, une comitologie dédiée est mise en place:

- un comité rassemblant l'ensemble des ministères aura lieu tous les deux mois ; son objet n'est pas de faire une revue détaillée des projets mais un point général d'avancement et d'arbitrer sur l'éventuelle consécration de sujets du vivier au rang 1 (l'inverse étant également possible),
- des comités projet permettant de suivre l'avancement de la mise en œuvre des dispositifs interministériels de communication objet par objet.

En réponse à une question du ministère des affaires étrangères et de l'Europe, qui demandait à intégrer la notion d'Europe sur les deux premiers axes, le service d'information du Gouvernement confirme qu'ils pourraient être introduits dans les narratifs.

Le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires a salué le travail et indiqué que les axes paraissaient bien équilibrés.

A l'issue de la réunion, le cabinet du Premier ministre valide les plans de communication annexé au présent et demande à chacun des participants d'en assurer le portage pour son périmètre ministériel.

Participaient à la réunion interministérielle tenue le jeudi 25 avril 2024 à 17h30 sous la présidence de M. JUBLIN, conseiller auprès du Premier ministre en charge de la communication et de la presse, et de Mme DENIZE, conseillère communication au cabinet du Premier ministre.

**OBJET : Plans de communication gouvernementale 2024**

**PREMIER MINISTRE**

Mme DENIZE

Cabinet

**Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée du renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement**

Mme FRUGIER

Cabinet

**Secrétariat général du Gouvernement**

M. FOUQUET

Chargé de mission

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

M. LUCAS

Cabinet

Mme MARTZEL

Secrétariat général des ministères économiques et financiers - service de la communication

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER**

Non communiqué

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS**

Mme IONASCU

Cabinet

M. MOREAU

Secrétariat général - délégation à l'information et la communication

M. LAURENT

Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

**Ministre délégué auprès de la ministre du travail, de la santé et des solidarités, chargé de la santé et de la prévention**

M. ZAOUTI

## **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE**

Mme SARANGA  
Mme GUILLOU

Cabinet  
Secrétariat général - délégation à la communication

## **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

Non communiqué

## **MINISTÈRE DE LA CULTURE**

M. TABYAOUI THIBERT  
Mme LAQUIT

Secrétariat général - délégation à l'information et la communication

## **MINISTÈRE DES ARMÉES**

Mme PERRIN  
M. DELAFORGE

Cabinet  
Secrétariat général - délégation à l'information et la communication

## **MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

M. KOHLER

Secrétariat général - délégation à l'information et la communication

## **MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

Mme PLUS  
M. LEMOINE

Secrétariat général - direction de la communication et de la presse, porte-parole  
Secrétariat général - direction de la communication et de la presse, porte-parole

## **MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES**

M. ESNAULT  
Mme LANÇON  
M. VIVET

Cabinet  
Secrétariat général - direction de la communication  
Direction générale de l'aviation civile – direction du transport aérien

## **MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUES**

Mme EL-BAZIS

Cabinet

**MINISTÈRE DES SPORTS ET DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES**

Mme BREIDY

Secrétariat général

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

M. EON

Cabinet

**Ainsi que :**

M. NATHAN

Directeur du service d'information du  
Gouvernement

Mme CUILHE

Service d'information du Gouvernement

Mme BOUCHEREAU

Service d'information du Gouvernement

Mme LEVEAU

Secrétaire générale adjointe pour l'investissement



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service d'information du Gouvernement**

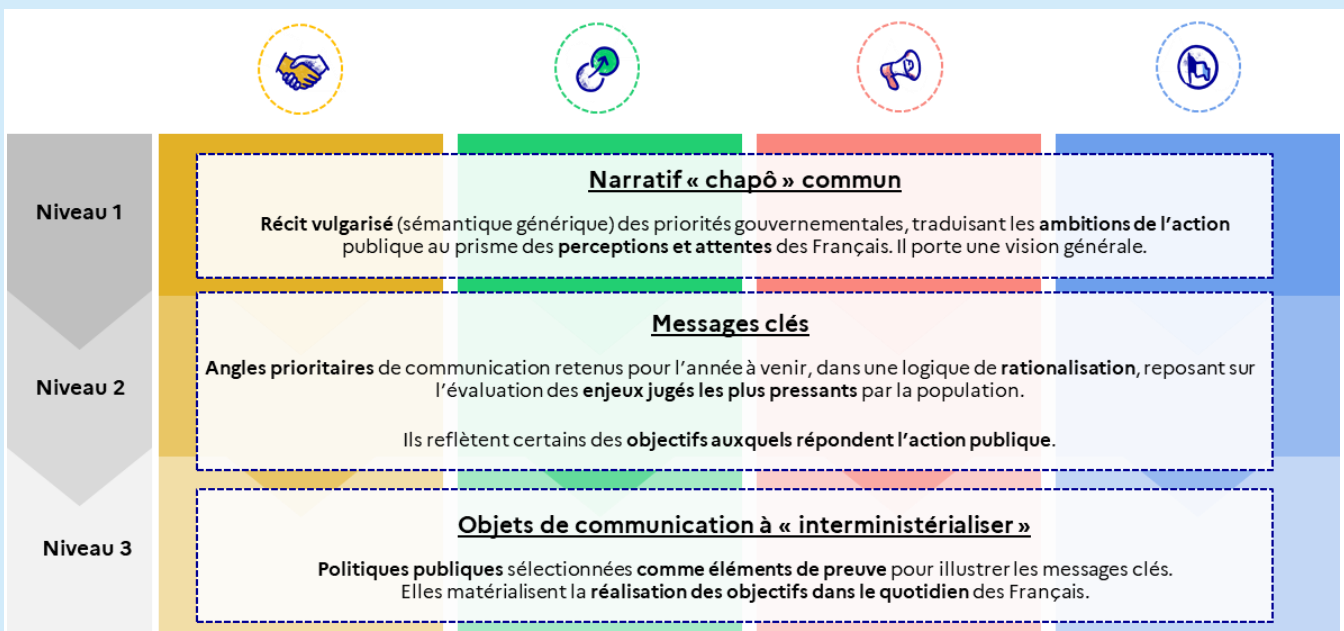
Paris, le 13 mai 2024

## **Note de cadrage pour la communication Gouvernementale**

### **Détails des Narratifs communs, Messages clés et Objets à « interministérialiser »**

#### **1. La matrice commune pour la communication gouvernementale**

- ⇒ Une **matrice basée sur les 4 axes prioritaires** de la feuille de route gouvernementale
- ⇒ **Applicable à l'ensemble des composantes de la communication étatique** (dispositifs interministériels ET campagnes des Ministères ou Opérateurs)



## 2. Niveau 1 : les 4 narratifs « chapô »

### AXE 1

Atteindre le plein emploi  
et réindustrialiser le pays



Si **le chômage n'est aujourd'hui plus une problématique** au centre des préoccupations des Français (malgré la persistance de certains freins à l'emploi ou publics particulièrement concernés), les attentes autour de l'emploi demeurent vives. Les Français souhaitent davantage de **reconnaissance de leur travail** et expriment une volonté de **mieux vivre de ce travail**. Ils plébiscitent un **accès à un emploi rémunérateur, compatible avec leur vie personnelle et pérenne**. Convaincus qu'un emploi bien rémunéré est un levier de réduction des inégalités sociales, ils attendent une action publique œuvrant pour **que le travail paie mieux** et pour soutenir **l'insertion et le retour à l'emploi**.

Plus largement, plusieurs enjeux ont émergé ces dernières années : **des difficultés de recrutement dans les métiers en tension** mais aussi **un besoin de nouvelles compétences**. Les Français voient dans la **formation** un levier pour faire mieux **coïncider les compétences disponibles et les besoins** actuels, et à venir, sur le marché du travail.

Le mouvement de **réindustrialisation du pays** participe de cette dynamique dans la mesure où il apporte des **opportunités en matière de création d'emploi, de savoir-faire renouvelé, d'indépendance et de rayonnement**. Il se nourrit de la prise de conscience récente par l'opinion publique des chaînes d'interdépendance (par exemple, en matière d'énergie, de production de médicaments, etc.) qui en appelle à **une souveraineté industrielle renforcée**.

Répondre à ces défis passe par le fait de faire de la France une nation :

- **D'actifs** : grâce au déploiement de **France Travail** et à la conduite de réformes sociales, qui permettront de créer de l'activité et d'augmenter le taux d'emploi jusqu'au **plein emploi** ;
- **Indépendante** : à travers des investissements dans les **secteurs stratégiques pour aujourd'hui** – c'est à dire nécessaires à la survie et à l'autonomie du pays, à l'exemple de l'énergie ;
- **Compétitive** : en faisant émerger des **filières innovantes pour demain** (par exemple la production d'hydrogène ou de bio médicaments).

Pour ce faire, la France dispose de nombreux atouts :

- **Des réseaux**, à l'exemple de **France Travail** destiné à intensifier l'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi afin de favoriser leur insertion et leur retour à l'emploi ;
- **Des outils**, à l'exemple du **plan France 2030** : 54 milliards d'euros pour « *Rapprocher le futur* » à travers des investissements dans des projets à fort impact sociétal dans les domaines de la santé, des transports, de l'industrie, de l'agriculture, de la recherche ou encore de la formation ;
- **Et des véhicules**, à l'exemple de la **marque France**, lancée en 2023 et destinée à travailler l'attractivité de la France à l'échelle internationale pour encourager les investissements sur le territoire (sur le volet économique, le volet touristique, le volet culturel et académique et le volet agro-gastronomique).

### AXE 2

Planifier et accélérer la  
transition écologique



Le changement climatique est le **défi du siècle**. C'est, à la fois, une réalité indéniable à prendre en compte et un enjeu pressant aux yeux des Français.

Pour y faire face et atteindre les objectifs nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre (55% d'émissions de gaz à effet de serre en 2030 et la neutralité carbone en 2050), **le pays a engagé sa transition écologique et énergétique** :

- L'État agit dans le cadre d'une **planification écologique**, pensée et déployée territoire par territoire, secteur par secteur pour engager une modification en profondeur du pays et de la société. Il se mobilise et accompagne les citoyens, l'administration, les collectivités et les entreprises dans une démarche systémique de **réduction de leur empreinte carbone**, en faveur d'**un environnement plus sain et durable** : décarbonation des transports, du logement, préservation de l'eau, de la biodiversité, des sols, des forêts, de la qualité de l'air, etc. Cette méthode incarne l'**« écologie à la française »**. Elle repose sur l'idée que la transition écologique, pouvant notamment s'appuyer sur l'**innovation**, est une opportunité pour développer l'indépendance (alimentaire, énergétique...) et la compétitivité du pays.
- En parallèle, et parce qu'il faut également se préparer à vivre dans un monde où le réchauffement climatique peut conduire à +4 degrés d'ici 2050, l'État conduit un **plan d'adaptation**, faisant preuve d'**exemplarité** dans la préparation méthodique de ses infrastructures, et encourageant un **mouvement collectif de sobriété de grande ampleur**. Pour ce faire, il intervient au plus près des besoins des territoires et des citoyens en mettant en place des **dispositifs d'aide et d'accompagnement**, et se traduit à travers une **« écologie des solutions »**, cherchant à proposer dès que cela est possible **des alternatives vertueuses crédibles et abordables**, pour permettre aux Français de vivre mieux (**mieux consommer, mieux se déplacer, mieux se loger, etc.**).

Loin d'être une « contrainte étouffante », la transition écologique peut être une opportunité extraordinaire dans un pays qui a les moyens d'incarner l'avant-garde écologique. C'est cette vision **ambitieuse** qui est portée à l'échelle internationale et à l'échelle du territoire pour faire advenir les changements de comportements.

### AXE 3

#### Bâtir de nouveaux progrès en refondant nos services publics



Que l'on parle de solidarité, d'enseignement ou de soins, la perception actuelle des Français est celle d'un déclin structurel du modèle social lié à un désengagement de l'État. Sédentarité, qualité de l'enseignement public, accès aux soins ou à la culture... en la matière, et de façon indéniable, les défis sont là. L'attente de revitalisation des services publics, perçus comme « facilitateurs du quotidien » est aujourd'hui forte. Alors que les citoyens sont aussi des contribuables, avec parfois la volonté « d'en avoir pour son argent », ces derniers requièrent une présence accrue de l'État dans les territoires, assortie d'une meilleure prise en compte des enjeux et spécificités locales.

Il s'agit de faire en sorte que notre modèle social relativement protecteur se modernise pour tenir pleinement la promesse républicaine d'égalité et fraternité, en agissant pour la justice sociale et contre les discriminations.

Tous les Français doivent pouvoir accéder à des services publics accessibles, adaptés aux besoins individuels et aux enjeux collectifs. L'objectif est, en effet, que chacun puisse, peu importe sa situation, trouver dans le secteur public les outils, les services et l'humain qui répondent à ses problématiques du quotidien. L'État déploie des moyens importants pour offrir les mêmes chances à tous :

- **Refondation de l'école** : pour améliorer le niveau des élèves, revaloriser le métier d'enseignant, etc.
- **Renforcement de notre système de santé** : pour lutter contre les déserts médicaux, mieux coordonner la médecine de ville et les hôpitaux, développer la prévention, etc.
- **Développement des services publics** : pour renforcer la présence de l'État dans les territoires, lutter contre le non-recours au droit, etc.

Des politiques publiques spécifiques sont mises en œuvre pour accompagner ceux qui en ont le plus besoin : les seniors (ex. stratégie nationale pour le 'Bien vieillir'), les plus jeunes (ex. 1 jeune 1 solution), les populations les plus isolées et précaires (ex. pacte des solidarités), les femmes (à travers la Grande Cause du Quinquennat 'Toutes et tous égaux'), les personnes en situation de handicap (mesures de la CNH).

Bâtir de nouveaux progrès c'est aussi sanctuariser les droits acquis (par exemple, concernant l'IVG) et en développer de nouveaux (congé parental/de naissance, fin de vie ...).

Pour faire vivre et développer ces services, 6 millions d'agents du service public œuvrent chaque jour partout en France. Face aux nouveaux enjeux et aux nouvelles attentes des usagers et des agents, un travail de modernisation de la fonction publique est en cours, pour renforcer l'attractivité, fluidifier les parcours et les carrières, faire évoluer le cadre de travail ... Cela permettra d'encourager les vocations et l'engagement au service de l'intérêt général.

### AXE 4

#### Assurer partout l'ordre républicain et encourager l'engagement citoyen.



Les Français perçoivent, comme les autres peuples du monde :

- D'une part, la montée de l'ultraviolence qui ronge les sociétés occidentales depuis plusieurs années ;
- D'autre part, la prégnance d'une insécurité du quotidien face aux incivilités, aux trafics de drogues ou aux actes de délinquance (agressions, vols, etc.).

Cela se traduit, pour eux, par l'idée qu'ils ne sont plus en sécurité nulle part. Cette insécurité « diffuse » a pour conséquence la montée de la défiance envers les autres et la manifestation d'attentes très fortes vis-à-vis d'un Etat de droit qui protège les citoyens et fait justice.

Pour répondre à ce phénomène qui nourrit la division, l'Etat se mobilise pour renforcer l'autorité et rendre justice. Il assure ainsi la réalisation de la promesse républicaine, garante du « vivre ensemble ». Concrètement, cela passe le réarmement des forces régaliennes (via le recrutement de nouveaux magistrats et de personnels de justice, le doublement des forces de l'ordre sur la voie publique, la création de nouvelles places de prison, etc.) afin de renforcer la sécurité du quotidien et faire que la justice soit plus rapide. En parallèle, des efforts similaires sont menés au profit de nos armées et de notre défense nationale. De manière transversale, cela se traduit également par un renforcement de la lutte contre les séparatismes et contre le terrorisme. Enfin, les politiques d'immigration et d'intégration ont été révisées pour mieux prendre en compte les enjeux contemporains.

Tandis que l'engagement citoyen (au sens du déplacement aux urnes dans un contexte électoral) s'efface souvent au profit d'engagement plus ponctuels dans le temps et dans l'objet (causes, aidant, bénévolat), l'Etat agit pour redonner du sens au don de soi, pour le collectif et pour la Nation. Aussi des modes d'engagement pluriels sont-ils proposés aux citoyens par la puissance publique : le service civique, le service national universel, le volontariat ou encore la réserve civique.



### 3. Niveau 2 : les 12 messages clés

AXE 1	AXE 2	AXE 3	AXE 4
Atteindre le plein emploi et réindustrialiser le pays	Planifier et accélérer la transition écologique	Bâtir de nouveaux progrès en refondant nos services publics	Assurer partout l'ordre républicain et encourager l'engagement citoyen.
<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer de l'activité, en développant notamment des industries stratégiques, pour renforcer l'indépendance du pays et créer de nouveaux emplois</li> <li>Mieux vivre de son travail et au travail</li> <li>Dans tous les territoires, répondre aux besoins de compétences et préparer aux métiers d'avenir</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réduire l'empreinte environnementale française et s'adapter au changement climatique</li> <li>Encourager, à l'échelle individuelle et locale, des modes de vie plus sobres</li> <li>Faire de la transition écologique un accélérateur de l'indépendance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Donner les mêmes chances à tous, dans tous les territoires</li> <li>Revitaliser les services publics en proximité et en adéquation avec les besoins et le quotidien des Français</li> <li>Valoriser les missions et métiers du service public</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la sécurité du quotidien et prévenir la violence et les risques à l'échelle individuelle et collective</li> <li>Rendre et exécuter plus rapidement les décisions de justice</li> <li>Renforcer la cohésion à travers l'engagement civique et individuel</li> </ul>

#### 4. Niveau 3 : les 17 objets prioritaires de communication & le vivier à disposition de l'interministériel

AXE 1	AXE 2	AXE 3	AXE 4
Atteindre le plein emploi et réindustrialiser le pays	Planifier et accélérer la transition écologique	Bâtir de nouveaux progrès en refondant nos services publics	Assurer partout l'ordre républicain et encourager l'engagement citoyen.
<p><u>Rang 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>France Travail</li> <li>Réforme des lycées professionnels</li> <li>Ouverture d'usines et investissements industriels dans les secteurs stratégiques : France 2030**</li> <li>Attractivité des investissements directs étrangers : marque France**</li> </ul>	<p><u>Rang 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pass Rail**</li> <li>Production d'énergies vertes et décarbonnées : multiplication par 10 de la puissance photovoltaïque ; construction de 6 EPR ; création de 50 parcs éoliens en mer ; développement d'une filière industrielle hydrogène vert</li> <li>Plan eau, plan sobriété énergétique** / Chaque Geste Compte</li> <li>50% d'aliments de qualité dont 20% de bio dans la restauration collective</li> </ul>	<p><u>Rang 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Maisons France Service**</li> <li>Bilan de prévention</li> <li>Toutes et tous égaux : lutte contre les violences sexistes et sexuelles ; égalité professionnelle et économique ; culture de l'égalité ; santé des femmes**</li> <li>Grande Cause Nationale 30'BOUGE : 30 minutes d'activité physique et sportive à l'école ; lutte contre la sédentarité**</li> <li>#ChoisirLeServicePublic : recruter et fidéliser dans la fonction publique**</li> </ul>	<p><u>Rang 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Doublement du nombre de forces de l'ordre sur la voie publique : 200 brigades de gendarmerie, sécurité dans les transports</li> <li>Lutte contre le harcèlement à l'école : dispositif pHare**</li> <li>Simplification des procédures de justice : dématérialisation des procédures pénales ; réduction des délais de justice</li> <li>Élections européennes : incitation au vote, recrutement des assesseurs**</li> </ul>
<p><u>Vivier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Simplification des normes administratives pour les entreprises</li> <li>Apprentissage</li> <li>Prime d'activité, Intéressement &amp; Participation, CETU</li> </ul>	<p><u>Vivier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Démocratisation de la voiture électrique : leasing social ; prime à la conversion des véhicules ; bonus écologique</li> <li>Ma Prime Rénov'</li> <li>1 milliard d'arbres : plan « 1 jeune, 1 arbre »</li> <li>Mesures d'adaptation au changement climatique (PNACC)</li> </ul>	<p><u>Vivier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Santé mentale</li> <li>Accompagner le vieillissement de la population : aide à mourir ; plan décennal pour les soins palliatifs ; mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie</li> <li>Réforme des parcours et des rémunérations dans la fonction publique</li> <li>Réforme du congé parental</li> <li>Réforme du choc des savoirs : un prof devant chaque classe ; accueil renforcé dans les QPV</li> </ul>	<p><u>Vivier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de mobilisation civile</li> <li>Création de 15 000 nouvelles places de prison</li> <li>Lutte contre la délinquance et les trafics de drogue : opérations « places nettes » ; plan national de lutte contre les stupéfiants</li> <li>Service national universel</li> </ul>

\*\* sujets déjà traités / en cours de traitement